



Le bien-être animal.
Dans le monde entier.

900'000 signatures aux députés européens contre l'exportation d'animaux

Remise de la pétition de QUATRE PATTES et d'autres organisations de protection des animaux

Zurich / Bruxelles, le 14 janvier 2022 – L'organisation mondiale de protection des animaux QUATRE PATTES, « Compassion in World Farming » (CIWF), « WeMove » et « Animals International » ont remis hier une pétition de 900'000 signatures au Parlement européen, demandant l'interdiction de l'exportation d'animaux de rente vivants vers des pays tiers. La pétition commune demande aux députés européens d'améliorer les recommandations de la commission d'enquête sur le transport des animaux (ANIT) lors du prochain vote au Parlement européen le 20 janvier. Dans le détail, les organisations de protection des animaux attendent, outre l'interdiction de transport des animaux non sevrés, une durée maximale de transport de huit heures pour les bovins, les porcs et les moutons et de quatre heures pour les volailles et les lapins.

Cette demande intervient à quelques jours d'un vote parlementaire crucial qui décidera des recommandations sur la protection des animaux en cours de transport à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Il pourrait s'agir d'un signal fort du Parlement européen à la Commission européenne afin de limiter les temps de transport et d'éviter les souffrances incommensurables que cela inflige chaque année à des millions d'animaux de rente en Europe et en dehors de celle-ci.

En décembre dernier, les membres de l'ANIT se sont limités à voter en faveur de recommandations qui se concentrent uniquement sur l'application des règles existantes, plutôt que d'exiger des mesures plus rigoureuses qui, à terme, interdiraient l'exportation vers des pays tiers. Les transports cruels et inutiles d'animaux vivants sur de longues distances vers des pays où l'UE n'a aucun moyen de garantir le respect des normes de bien-être animal restent donc possibles. En Suisse, la durée du transport ne peut dépasser 8 heures au total et comprend le temps de trajet ainsi que les interruptions. La durée du trajet en lui-même ne peut pas dépasser 6 heures, à partir du lieu de chargement.

« Les membres du Parlement européen doivent écouter leurs électeurs et devraient tenir compte du principe 0-4-8 lors de leur vote : Zéro heure de transport pour les animaux vulnérables, comme les veaux non sevrés, quatre heures pour la volaille et les lapins et huit heures de durée maximale de transport pour les bovins, ovins et porcins adultes. Les transports plus longs, les exportations d'animaux vivants et les transports par voie maritime doivent être totalement interdits », déclare Pierre Sultana, directeur du European Policy Office (EPO) de QUATRE PATTES.

Des règles plus rigoureuses font défaut

Selon les règles actuelles, les porcs peuvent être transportés pendant 24 heures sans interruption et les ovins et bovins durant 29 heures, avec seulement une « pause » d'une heure. À la fin de ces transports, une pause de 24 heures est obligatoire. Cependant, après cette dernière, le cycle peut être répété autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que les animaux arrivent à leur destination finale, ce qui signifie qu'ils peuvent voyager pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines.



Le bien-être animal.
Dans le monde entier.

« 900'000 citoyennes et citoyens européens envoient un message clair à l'UE par l'intermédiaire de notre pétition : ces transports longs et inutiles sont cruels pour les animaux de rente et devraient être interdits », déclare Olga Kikou, responsable pour l'UE de « Compassion in World Farming ». « Nous exhortons les députés européens à écouter cet appel des citoyens et à faire preuve d'ambition en allant au-delà des recommandations de la commission ANIT pour améliorer la vie de millions d'animaux de rente. Des règles plus strictes devraient être introduites, avec des limites absolues de temps de trajet et des mesures spécifiques pour les animaux vulnérables, afin d'éviter les souffrances et la détresse pendant ces trajets ».

« Dans l'exercice de leurs responsabilités en tant que représentants des citoyennes et citoyens européens, les eurodéputés devraient également tenir compte de la voix de leurs électrices et électeurs qui s'expriment sous la forme de mobilisations et actions à grande échelle. Les Européens envoient un message clair au Parlement depuis les quatre coins de l'UE. Nous veillerons à ce que leurs revendications soient entendues », explique Virginia López Calvo, chargée de campagne en chef chez WeMove.

« On a déjà beaucoup parlé des exportations d'animaux vivants. Alors que je voyageais dans des pays tiers, j'ai dû constater que strictement rien n'avait changé dans la manière dont les animaux sont traités en Europe. Ce commerce ne peut pas être amélioré. Il ne peut pas être humain. Il doit être stoppé à jamais », déclare Gabriel Paun, directeur d'Animals International.

Le 17 janvier prochain, les défenseurs d'une interdiction au sein de toute l'Europe participeront à une tempête de tweets afin de faire passer ce message avant le vote en séance plénière qui aura lieu entre le 7 et le 21 janvier.

Informations de fond

Chaque année, des millions d'animaux sont transportés sur des milliers de kilomètres par voie aérienne, maritime ou terrestre pour être abattus ou engraisés en vue de leur abattage. Pendant ces transports, ils souffrent énormément en raison du stress, de l'épuisement, des températures élevées et de blessures. Même les veaux non sevrés sont transportés sur de longues distances dès l'âge de 15 jours et souffrent de faim, de soif et de stress thermique, ce qui affecte encore fortement leur système immunitaire encore peu développé. De plus, aucune attention particulière n'est accordée aux animaux en gestation, qui parfois doivent mettre bas dans des conditions épouvantables à bord de véhicules ou de navires.